

L'ajournement

TABLEAU 4.1

	1979-1980	1980-1981	1981-1982	1982-1983	1983-1984
PROJECTIONS FINANCIÈRES—COMPARAISON DES COMPTES NATIONAUX ET DES COMPTES PUBLICS					
	(Millions de \$)				
Recettes					
Comptes publics—recettes budgétaires	40,159	45,200	52,935	61,600	69,420
(variation en %)	(14.0)	(12.6)	(17.1)	(16.4)	(12.7)
Comptes nationaux—total des recettes	45,187	51,630	63,590	74,105	84,125
(variation en %)	(14.3)	(14.3)	(23.2)	(16.5)	(13.5)
Dépenses					
Comptes publics—total des dépenses	52,962	59,950	67,625	74,725	82,275
(variation en %)	(9.1)	(13.2)	(12.8)	(10.5)	(10.1)
Comptes nationaux—total des dépenses	54,412	63,550	73,650	82,600	91,625
(variation en %)	(10.3)	(16.8)	(15.9)	(12.2)	(10.9)
Situation nette					
Comptes publics—besoins financiers	-10,445	-12,155	-10,980	-8,415	-7,155
Comptes nationaux—solde	-9,225	-11,920	-10,060	-8,495	-7,500

M. Bosley: Ici, le gouvernement procède autrement, c'est-à-dire qu'il se sert de chiffres nets. Cela s'est déjà fait quelques fois au sujet de choses d'importance mineure. On propose maintenant de procéder aussi en ce qui a trait au compte d'indemnisation pour le pétrole. Cela veut dire que le gouvernement ne divulguera plus le montant véritable de ses dépenses ni de ses recettes, mais simplement des chiffres nets. Quand on regarde le tableau 4.1, on voit que les dépenses réelles du gouvernement ne sont pas les mêmes que celles qui figurent dans les comptes publics, mais qu'elles sont supérieures de deux milliards de dollars pour l'année 1979-1980. On prévoit qu'elles seront supérieures de près de neuf milliards de dollars à celles qui sont indiquées dans les comptes publics en 1983-1984.

● (2205)

Si on prend le pourcentage du PNB que représentent ces chiffres, ceux qui indiquent les dépenses réelles du gouvernement, on voit que pour l'an dernier, il passe de 20.9 p. 100 à 22.3 p. 100 du PNB et qu'il est également supérieur pour chacune des autres années. Je tiens à dire que ce que le ministre des Finances (M. MacEachen) tente ici m'inquiète un peu, mais je présume que puisqu'il connaît mal ses chiffres, ce n'est pas intentionnellement qu'il induit la Chambre en erreur. Ce qui m'inquiète vraiment, c'est le fait que le gouvernement soit résolu à tirer constamment plus de recettes de l'économie du Canada, ce qui laisse aux Canadiens de moins en moins d'argent à investir. J'ai déjà travaillé à établir des prévisions pour trois ou quatre années pour des municipalités et je sais que celles-ci sont erronées. Par exemple, dans le premier tableau dont j'ai parlé, on prévoit que le PNB va augmenter de 14.1 p. 100 et de 12.6 p. 100. Je crois que ces projections sont indûment optimistes.

Le problème, ce n'est pas que le gouvernement prétende qu'il n'a pas l'intention d'accroître la part du PNB mais qu'en augmentant effectivement cette part, il rend la tâche encore plus difficile aux chefs d'entreprises qui veulent créer des emplois. Le ministre des Finances parle, à propos de sa politique financière, de politique de gradation. Même si cela n'apparaît pas très clairement dans les propos du ministre, il est manifeste d'après les tableaux que la politique du ministre

est en effet une politique de gradation, une politique qui vise à détruire graduellement notre économie et à réduire petit à petit toute la population au chômage.

M. John Evans (secrétaire parlementaire du vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, j'ai bien du mal à trouver quoi que ce soit, dans les dernières remarques du député, qui soit digne d'un parlementaire canadien. Un député qui accuse un autre député, en l'occurrence un ministre de la Couronne, de vouloir intentionnellement nuire à l'économie nationale, doit se mépriser de penser une telle chose. C'est une affirmation absolument insensée et dénuée de fondement. Le député doit reconnaître qu'il s'est complètement fourvoyé.

Reprenons les chiffres. D'après les documents budgétaires, pour 1979-1980, les dépenses fédérales représentaient 20.3 p. 100 du produit national brut. Pour l'année financière 1983-1984, ces dépenses fédérales représenteront exactement le même pourcentage du PNB. Par conséquent, pour que le pourcentage des dépenses fédérales continue de représenter en 1983-1984 20.3 p. 100 du PNB comme en 1979-1980, il suffit que le produit national brut progresse dans le même temps. Ça ne prend pas la tête à Papineau pour trouver cela.

Si le député veut dire par là que le gouvernement fédéral va provoquer la surenchère inflationniste en augmentant le déficit, les besoins financiers et les dépenses comme il le fait, comment explique-t-il les chiffres du budget selon lesquels, par exemple, les besoins financiers tomberont de 10.4 milliards de dollars en 1979-1980 à 7.2 milliards en 1983-1984. Comment le député explique-t-il les chiffres selon lesquels le déficit, qui était de 11.4 milliards de dollars en 1979-1980, tombera en-dessous de ce chiffre au cours de l'année financière 1983-1984.

Les documents budgétaires sont explicites. L'augmentation des dépenses gouvernementales est claire pour tout le monde; les chiffres annonçant une baisse du déficit sont clairs pour tous et les besoins financiers le sont aussi. Le vice-premier ministre et ministre des Finances (M. MacEachen) suit la politique de l'étapisme. Je crois que c'est une bonne façon de faire. Les députés qui réfléchissent à ces questions et comprennent les répercussions des différentes possibilités approuvent certainement cette initiative.